

Des livres de poche en poche

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1974)**

Heft 272

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1026494>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Brutalité neuchâteloise

« Avec une brutalité qu'on ne lui connaissait pas » — le diagnostic est de Gil Baillod, rédacteur en chef de « L'Impartial » — le corps électoral neuchâtelois vient de refuser un ensemble de crédits routiers (17,8 millions sur 32 devaient être affectés à la modernisation de la liaison Le Locle-La Chaux-de-Fonds, destinée, selon les plans gouvernementaux, à devenir une route à quatre pistes). A une large majorité, le Haut s'est montré à peine plus nuancé que le Bas, les Neuchâtelois (23 027 « non » contre 7120 « oui ») ont donc désavoué tout à la fois parlement et partis politiques (sauf les libéraux). En un premier temps, il était intéressant de faire le point avec un des opposants déclarés des projets en cause (réd.).

La grosse baffe

Supposons que vous voulez un schtroumpf. Qu'est-ce que vous faites pour l'avoir, si vous êtes politicien ? C'est simple : l'air digne, navré mais impitoyable, vous répandez le bruit que le schtroumpf actuel est pelé, galeux, dangereux et trop petit. Vous dites, surtout, en brandissant des statistiques, qu'un nouveau schtroumpf « est une nécessité économique, indispensable à la survie de la région ».

Normalement, ça marche. Les gens se disent : « Tartempion a raison, il défend nos intérêts. Un nouveau bidule-schtroumpf, voilà qui va améliorer l'ordinaire, assurer le plein emploi, fortifier notre réputation ! Crédié ! On ne va tout de même pas refuser ça puisque Berne nous rejette encore 11 millions de subventions ».

Sur ce, le Grand Conseil des Schtroumpfs accepte, par 80 voix contre 3, le projet d'une schtroumpf-express, quasiment en fermant les yeux.

Deux mois plus tard, c'est la votation populaire. Crac ! catastrophe cantonale : le peuple des hor-

logers de moins en moins complets refuse tout net les crédits pour la schtroumpf-express ! A trois contre un. Toutes les petites schtroumpfs qui allaient avec sont zigouillées.

M. Felber est atterré, M. Payot est consterné, M. Augsburger est pâle, M. Aubert est abasourdi, M. Brandt a un coup au cœur. Quant à M. Grosjean, il s'exclame, à son habitude : « J'ai compris ! ». C'est un conseiller d'Etat qui comprend tout.

Drôle d'histoire.

Les autorités cantonales, donc, celles des Montagnes, les partis, le TCS et quelques mange-bitume se sont fait envoyer au tapis. Ah ! les explications ne manquent pas : l'inflation, l'état général des finances, la crainte de nouveaux impôts... Du sérieux. Mais il y en a une qui résiste, pourtant, tout au long d'une tournée des bistros : une majorité de gens, maintenant, se méfie. Ils se méfient des saloperies chimiques dans les légumes et ils se méfient des autorités. C'est le même mouvement.

Un peu court comme explication ? Pas tant que ça.

Il y a cinq ans, bien peu auraient dit que les autorités ne faisaient pas leur travail. Aujourd'hui, l'idée est courante : « Ils se foutent de nous ! ». C'est neuf, la dévaluation de la confiance. Il n'y a plus d'hommes politiques, il n'y a que des politiciens. Et les avocats qui nous gouvernent ne défendent plus des causes, ils règlent des affaires. C'est ça, au fond, le problème.

Les Neuchâtelois, en disant NON les 4-5 mai, ont dit non, en fait, à la société lardée de schtroumpfs plus ou moins express que leur proposaient des Tartempions de gauche et de droite. Ils s'en méfient. Ils commencent sérieusement à s'en méfier. (Mais ne craignons rien, ce n'est pas encore demain que les journaux troqueront leur rubrique « Auto » contre une rubrique « Transports publics » et qu'on verra Maître Grosjean sur son vélo perché...)

Gil Stauffer

Des livres de poche en poche

Jean-Paul Sartre : « La révolution du livre de poche a un caractère exclusivement technologique. Le milieu social du public de lecteurs traditionnel ne s'est absolument pas élargi. Ce sont encore et toujours les classes aisées et moyennes qui achètent des livres ».

Le livre de poche a suscité les plus grands espoirs culturels, mais aussi les plus profonds scepticismes. Un expert reconnu notait en 1959 à propos de la vie littéraire en Allemagne : « Les acheteurs de livres de poche sont relativement peu nombreux et se recrutent parmi ceux qui achètent des livres coûte que coûte, parmi les lycéens, les étudiants, les enseignants et ceux qui ont fait des études universitaires ».

En réalité, les normes scientifiques qui auraient véritablement pu fonder une analyse sérieuse de la pénétration du livre de poche dans les différentes couches sociales ont largement fait défaut. Prévalait un pessimisme latent au sujet de la diffusion véritable de ces bouquins bon marché dont le prix est resté longtemps — mais cela remonte aux calendes grecques — celui d'un paquet de cigarettes. La querelle a rebondi ces derniers mois, en particulier en France à l'occasion d'un affrontement entre libraires et « grandes surfaces » sur le prix des livres.

Aujourd'hui apparaissent enfin des indications qui, même s'il faut se méfier des sondages — et particulièrement dans le domaine littéraire — sont dignes de confiance, paradoxalement parce que l'enquête en question a été faite par une maison d'édition dans un but commercial : la maison Herder de Fribourg (RFA) voulait se renseigner sur les chances exactes de sa collection « Herdebücherei », dont la conception a été modifiée il y a trois ans et a confié ce travail à des spécialistes.

Selon l'enquête réalisée pendant l'été 1973 (et rapportée par le « Kölner Stadt-Anzeiger »), 56 pour cent des personnes interrogées ont déjà acheté au moins un livre de poche (question :

Avez-vous déjà acheté un livre de poche pour vous-même ou pour faire un cadeau ?); en 1963, elles n'étaient que 33 pour cent. La courbe ascendante de 33 à 56 pour cent correspond à un total de onze millions d'acheteurs nouveaux.

Le pourcentage des lecteurs de livres de poche est passé en dix ans de 80 à 93 pour cent chez les personnes ayant le baccalauréat. Cela paraît normal. Mais que penser d'une autre hausse impressionnante : le nombre de lecteurs sans bachot est passé de 25 à 46 pour cent, et de 66 à 83 pour cent chez les titulaires d'un certificat d'études !

La répartition par groupes professionnels est également instructive : les agriculteurs ferment la marche, encore qu'au lieu de 10, il y ait maintenant 36 pour cent d'acheteurs parmi eux. Les manœuvres et les apprentis sont passés de 20 à 39 pour cent. Chez les ouvriers spécialisés, un sur deux achète un livre de poche (52 pour cent au lieu de 30 autrefois). La différence entre la ville et la campagne s'est quelque peu nivelée : en 1963, il y avait dans les villages 18 pour cent seulement d'acheteurs de livres de poche, en 1973, 42 pour cent... Dans les centres urbains, la proportion a sauté de 40 à 65 pour cent.

Ce ne sont pas les librairies qui ont profité des nouvelles recrues : deux tiers seulement des personnes interrogées ont indiqué qu'elles avaient acheté leurs livres dans une librairie; les grands magasins, les supermarchés, les kiosques attirent davantage de clients : la vente des livres de poche a triplé entre 1968 et 1973 dans les kiosques et les librairies de gares, elle a doublé dans les grands magasins et les supermarchés.

La diffusion du livre de poche ? en définitive, une marée qui est en train, peut-être plus lentement qu'on ne pouvait le penser, mais sûrement, de submerger le marché. A tel point qu'un directeur de super-marché trouvait à se plaindre : « La production allemande est trop abondante, tant à l'intérieur de chaque maison qu'en général; le marché va être de plus en plus bloqué si les maisons d'édition continuent à produire autant ».

BERNE

Du béton

Il existe un réduit national, le canton de Berne en fait partie. Un ordre national le défend, c'est l'UDC (ancien PAB). A part cela tout est illusion lorsqu'on parle de politique « chez les mutz ».

Venons-en aux faits. Le 6 mai, la partie motivée des 600 000 électeurs du canton de Berne a élu les autorités cantonales : 9 conseillers d'Etat, formant le Conseil exécutif, et 200 députés constituant le Grand Conseil. La tendance du scrutin a été relevée par la presse quotidienne : un pas à droite, un nouvel échec de la social-démocratie et de petits groupements libéraux situés plus ou moins à gauche de l'échiquier politique, élection d'un député progressiste POCH (ce qui accroît la représentativité de ce groupement d'extrême-gauche qui a commencé à faire parler de lui à Bâle). Un commentaire serait superflu si ces élections n'étaient pas le prolongement de vingt ans d'échecs sociaux-démocrates sur le plan cantonal. Depuis 1954, le Grand Conseil est formé de 200 députés. Depuis lors, les socialistes n'ont jamais progressé. Ils avaient 73 députés en 1954, 68 en 1958 et 1962, 66 en 1966, 63 en 1970 et ils en auront 59 pour les quatre prochaines années. Alors qu'il n'y avait qu'un écart de 8 députés avec le groupe UDC en 1954, cet écart est maintenant de 20 députés (59 socialistes, 79 UDC). Le groupe radical représentait moins de la moitié du groupe socialiste en 1954, il n'est pas loin d'en représenter les deux tiers pour la législature qui commence.

Pas d'alternative socialiste

Ne cherchons pas la raison de cet affaiblissement dans l'introduction du vote féminin, dans la blessure causée par l'opposition de la gauche à l'initiative Schwarzenbach et dans d'autres raisons de caractère momentané ou émotionnel. Le fait est que le Parti socialiste bernois est incapable d'of-

frir aux électeurs une raison de se rendre aux urnes, incapable de proposer une alternative réformiste à l'immobilisme ancien. La manière dont le Parti socialiste bernois tente de sauver son journal est exemplaire à ce sujet. C'est le néant.

Fin de l'exemple bernois

Les gros bataillons sociaux-démocrates bernois ont souvent fait la loi dans un PSS qui admirait l'organisation construite par Robert Grimm et maintenue par Fritz Giovanoli. C'était défendable quand ce parti s'appropriait à franchir la limite de 40 % du corps électoral, c'est moins indiqué lorsqu'il tombe en dessous de 30 %. La social-démocratie bernoise est malade, aura-t-elle le courage de se soumettre à l'opération indispensable pour retrouver le souffle qui faisait trembler ses adversaires dans les années 30 ?

Chanson du déménageur

Les meubles sont inutiles,
Vous pouvez vous récrier.
La maison garde ses tuiles,
La muse son encrier.

J'ôte la lampe, la huche,
Le pain qui pèse si lourd.
Vous pensez que je trébuche
De la rampe dans la cour !

Je vous laisse, je vous laisse
L'encre noire (quel courroux),
La plume (quelle détresse)
Et tous les mots à genoux.

Gilbert Trolliet